



HYGIENYL
Zone Industrielle Nord
Rue des Tanneurs – Bâtiment 4
77200 TORCY

H.E. António Guterres
Secrétaire général
Nations Unies
New York, NY 10017
USA

A Torcy, Le Lundi 04 Juin 2018

Objet : Lettre de réengagement au global Compact des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'HYGIENYL soutient les dix principes du Global Compact des Nations Unies concernant le respect des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

HYGIENYL a été membre du Global Compact de 2012 jusqu'à notre exclusion en 2014 car, cette année-là, nous n'avons pas été en mesure de fournir la mise à jour de notre « Communication On Progress ». En effet, suite au départ en retraite de mon associé, j'ai dû procéder à la restructuration de la société et n'ai donc pas pu assurer le suivi de ce dossier.

Par cette lettre, nous exprimons donc notre volonté de réintégrer sérieusement ces principes dans la stratégie de notre entreprise, sa culture, ses opérations quotidiennes, et de les faire progresser dans notre zone d'influence. Également, de participer à des projets collaboratifs faisant progresser les objectifs de développement plus larges des Nations Unies, en particulier les Objectifs de Développement Durable. HYGIENYL fera une déclaration publique de cet engagement à ses parties prenantes.

Nous convenons également que l'une des obligations qui conditionne notre participation au Global Compact est la publication annuelle d'une Communication sur le Progrès (COP), décrivant les efforts de notre entreprise dans l'intégration des 10 principes. Nous nous engageons donc à publier nos progrès dans un délai d'un an maximum à compter de notre date d'adhésion, et par la suite annuellement en conformité avec les directives pour les Communications sur le progrès du Global Compact. Cette COP contiendra trois éléments :

1. Le renouvellement signé du dirigeant envers le Global Compact et ses principes (document distinct de la présente lettre) ;
2. Une description des actions pratiques (politiques, procédures, activités) que l'entreprise a prises ou planifiées pour intégrer les thèmes des droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption ;
3. Une mesure des résultats des actions entreprises, ou des objectifs chiffrés.

Sincères salutations,

Sébastien BOURDONNEAU
Dirigeant

